Le journal indépendant des étudiants de l'Université de Montréal | **www.quartierlibre.ca**

Q!
Quartier L!bre
Volume 27 | nº 6 | 29 janvier 2020

ETHNOMUSICOLOGIE
Protéger la culture noon au Sénégal

AMIANTE
Qualité de l'air sur le campus

SANG PROTECTION

MESURES POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE

FAÉCUM

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

William Blaney
COORDONNATEUR AUX AFFAIRES EXTERNES
externe@faecum.qc.ca

MONSIEUR ROBERGE, OÙ EST NOTRE ARGENT?

La semaine dernière, l'Union étudiante du Québec (UEQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) lançaient la campagne « Où est notre argent? » afin d'exiger un réinvestissement dans le programme québécois de prêts et de bourses de l'aide financière aux études (AFE). Effectivement, depuis 2016, le gouvernement fédéral transfère plusieurs centaines de millions de dollars au gouvernement provincial. Toutefois, alors que cet argent devrait être destiné aux étudiantes et aux étudiants, il a plutôt été investi ailleurs par le gouvernement provincial. En tant que représentante de quelque 40 000 étudiantes et étudiants québécois, la FAÉCUM soutient activement cette campagne, car il importe que la communauté étudiante d'ici reçoive son dû!

Avant tout, une contextualisation est de mise. En 1940, le gouvernement du Québec instaurait un programme de bourses d'études afin d'améliorer l'accessibilité aux études supérieures pour toutes et pour tous. Aujourd'hui connue sous le nom d'AFE, cette initiative inspira le gouvernent canadien, qui décida de créer lui aussi des programmes de prêts (PCPE) et de bourses (PCBE) aux étudiants et aux étudiantes. Le programme québécois de prêts et de bourses fut maintenu et, depuis, le gouvernement fédéral transfère donc au gouvernement provincial les fonds qu'il aurait utilisés pour offrir des prêts et des bourses aux étudiantes et aux étudiants québécois. Le gouvernement du Québec peut alors réinjecter cet argent dans son propre programme.

En 2016, le gouvernement du Canada annonçait un réinvestissement majeur, sur cinq ans, dans ses programmes de prêts et de bourses. Il abolissait en même temps le crédit d'impôt pour études et celui pour manuels afin de réinjecter une bonne partie de cet argent dans les programmes susmentionnés. L'objectif? Mieux soutenir financièrement les étudiantes et les étudiants. Depuis, le gouvernement fédéral a continué de réinvestir graduellement dans les programmes de prêts et de bourses, notamment en réduisant les taux d'intérêt sur les prêts étudiants et en augmentant la période de grâce sans intérêt.

LE QUÉBEC : LE GRAND PERDANT!

Si le Québec s'est retiré des programmes canadiens de prêts et de bourses puisqu'il possède déjà ses propres programmes d'AFE, la compensation reçue de la part du gouvernement du Canada devrait servir à financer le programme québécois de prêts et de bourses. Déjà en 2016-2017, l'UEQ et la FECQ avaient uni leurs forces pour demander au gouvernement québécois un réinvestissement massif dans l'AFE, ce qui avait été accordé par le gouvernement de l'époque et qui représentait l'un des plus gros montants jamais réinvestis en AFE. Par contre, aucun autre réinvestissement n'a eu lieu dans l'AFE depuis. Résultat? La part du Québec des différents réinvestissements du gouvernement fédéral dans les programmes de prêts et de bourses depuis 2016 totalise 277 M$, alors que seuls 80 M$ sont réinvestis dans l'AFE. En ne réinvestissant pas ces sommes dans les programmes de prêts et de bourses québécois, le gouvernement du Québec pénalise les étudiantes et les étudiants du Québec vis-à-vis leurs collègues du reste du Canada.

En 2016, le premier ministre du Québec, François Legault, et le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Jean-François Roberge, s'étaient déjà prononcés en faveur du réinvestissement en AFE du montant perdu par la communauté étudiante québécoise à cause de l'abolition des crédits d'impôt. Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir de la Coalition avenir Québec (CAQ), et malgré les nombreuses demandes faites par les associations étudiantes auprès du cabinet du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur depuis l'année dernière, la communauté étudiante ne reçoit toujours pas les sommes restantes qui lui sont dues. Les étudiantes et les étudiants doivent encore se serrer la ceinture.

Avec la campagne «Où est notre argent?», les associations étudiantes désirent donc mettre de la pression sur le gouvernement du Québec afin que les étudiantes et les étudiants retrouvent les montants qui leur reviennent. Parce qu'étudier ne devrait pas être synonyme de précarité!

Pour que notre voix soit entendue, la campagne nécessitera l'implication du plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants du Québec. Informez-vous sur la campagne auprès de la FAÉCUM et prenez part aux différentes actions!

PARCE QUE TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, ON PEUT CHANGER LA DONNE ET AVOIR NOTRE DÛ!

Où est notre argent ?

#OÙESTNOTREARGENT
UNIONETUDIANTE.CA/OUESTNOTREARGENT/

FAECUM.QC.CA

ÉDITO

AU-DELÀ DU DÉGOÛT

PAR ÉDOUARD AMPUY

Pour ce premier numéro de l'année nous traitons de la précarité menstruelle. Un sujet enveloppé de tabou, et absent du débat public. Pourtant, un million de femmes au Canada ont des difficultés à se payer des protections hygiéniques, selon l'ONG Plan international Canada.

Alors pourquoi ne les entendons-nous pas ? Pourquoi ce silence ?

Parce que le système actuel dominé par le patriarcat, attache aux menstruations un sentiment de honte. À la manière d'une tâche de sang, le dégoût masculin s'avère difficile à éliminer.

En 2018, l'entreprise de protections hygiéniques Thinx a mené une enquête pour analyser la perception des règles. Près de 60 % des femmes interrogées ont déclaré se sentir honteuses pendant leurs menstruations. Du côté masculin, plus de la moitié des hommes interrogés jugent inapproprié que leurs collègues mentionnent ouvertement leurs règles au bureau. Ces schémas se répètent jusqu'à la municipalité de Montréal où l'entreprise Mme l'Ovary, spécialisée dans les culottes menstruelles, a récemment déposé un mémoire qui propose le remboursement de protections hygiéniques durables. La cofondatrice raconte que beaucoup de femmes du conseil municipal sont venues les remercier *« d'oser parler de menstruations »,* car *« c'est effectivement rare que la politique et les menstruations soient liées. » (p. 11)*

Parce que les saignements menstruels, pour la société c'est imbuvable. Au point où les règles sont représentées par un liquide bleu fluo dans les publicités pour tampon ou serviette hygiénique. Les femmes de Vénus existent.

Pourtant, l'intimité des femmes semblent intéresser les Canadiens, du moins quand on parle de sexe. Fin 2019, le site pour adulte Pornhub a publié ses chiffres de l'année, la catégorie « lesbienne » est la plus populaire, et le terme « masturbation féminine en solo » a été la recherche la plus tendance de l'année. Un premier exemple de l'hypocrisie dans le tabou. La femme est sexualisée à outrance, mais dès que l'on rentre dans l'intimité de son fonctionnement physiologique, elle est laissée à elle-même.

Photo: Pixabay.com

Nous sommes donc tout à fait prêts à voir un clitoris en gros plan sur notre ordinateur, mais nous tournons de l'œil à la vue de la moindre goutte de sang. Clairement, les sécrétions vaginales n'ont pas le même succès selon le contexte.

Du côté des réseaux sociaux, même jeu d'hypocrite. En 2015, une photo de la poète canadienne Rupi Kaur, sur laquelle apparait son sang menstruel, a été censurée deux fois par Instagram. Quelle ironie. Le réseau social, par soucis de « bienséance », censure la vie quotidienne des femmes sans se soucier de l'hypersexualisation qui règne sur sa plateforme. *« Je ne m'excuserai pas de ne pas nourrir l'ego et la fierté d'une société misogyne qui accepte de montrer mon corps en sous-vêtements, mais est mal à l'aise devant une petite fuite »*,* dénonce l'artiste dans un message. Décidément, les règles c'est vulgaire.

Si les cinquante dernières années ont été le théâtre de la révolution et de la libération sexuelle, il est probablement temps de briser le tabou et d'entamer la prochaine étape : celle de la solidarité menstruelle.

Il est probable que des femmes ne veulent pas parler de leurs menstruations car cela relève de l'intime. Mais si elles le font, il revient à nous les hommes d'écouter et d'être empathique plutôt que de qualifier la conversation d'inappropriée, ou de faire des blagues sur leur humeur.

En refusant aux femmes le droit de s'exprimer, nous leur refusons l'accès à des aides pour une charge qui est lourde émotionnellement, mentalement, physiquement et financièrement. Nous diminuons la douleur associée aux menstruations et les complications en lien avec la prise de la pilule ou la pose d'un stérilet. Nous devrions créditer l'importante responsabilité qu'on les femmes d'observer le cycle menstruel pour éviter une grossesse.

Puisque les hommes seront à jamais incapables de comprendre l'expérience menstruelle, il faudrait commencer par ne pas la juger et soutenir les femmes pour les aider à traverser cette épreuve avec plus de sérénité.

Parce que si les hommes saignaient une semaine par mois, nous aurions déjà instauré des congés menstruels depuis longtemps.

* Traduction libre

Prochaines réunions de production : les mercredis 29 janvier et 12 février à 16 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200, rue Jean-Brillant.

Quartier L!bre

RÉDACTEUR EN CHEF
Édouard Ampuy
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE SECTION

CAMPUS
Esther Thommeret
campus@quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ
Marine Gachet
societe@quartierlibre.ca

CULTURE
Marc Boulanger
culture@quartierlibre.ca

Sarah-Florence Benjamin, Marie-Ève Brassard, Martin Ducassé-Gambier, Arnold Gerster, Romain Groussac, Emma Guerrero Dufour, Cristian Mironescu, Charlotte Morand, Maude Ouellet, Louis-Philip Pontbriand, Renaud Proulx, Raphaël Quinteau, Léa Saad, Antoine Trussart

PHOTOGRAPHE DE LA UNE
Jacob Côté

PHOTOGRAPHE
Jacob Côté

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse

CORRECTRICE
Gaëlle Varnier-Brunet

RÉVISEURE
Amélie Bayeur

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari

PUBLICITÉ
Accès-Média [accesmedia.com]

IMPRESSION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Tirage de 6 000 exemplaires.

ADRESSE :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

DÉPÔT LÉGAL :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE TOMBÉE
3 février 2020

PROCHAINE PARUTION
12 février 2020

DE CARABIN À CITOYEN

La fin des études pour les membres du programme de sport d'excellence des Carabins marque la fin d'un mode de vie. Tournés vers la compétition depuis des années, les étudiants-athlètes doivent désormais se préparer au marché du travail. Pour les accompagner dans cette transition, ils peuvent s'appuyer sur le Parcours Leadership Carabins.

PAR RENAUD PROULX

« La fin des études est un défi pour tous les étudiants, mais les étudiants-athlètes font face à une difficulté supplémentaire : celle du deuil de la compétition organisée de haut niveau », affirme le professeur associé à HEC Montréal et créateur du Parcours Leadership Carabins, Robert Dutton. D'après lui, le parcours a pour objectif d'aider les jeunes à trouver une deuxième passion, à valoriser leurs acquis et à les préparer à une vie professionnelle et citoyenne.

Photos : Courtoisie Sophie Gadoury pour les Carabins

Les étudiants-athlètes réalisent la première activité du parcours, les yeux bandés, afin de se familiariser avec les autres participants.

Un athlète sur le marché du travail

Depuis l'année dernière, le parcours propose une série de dix rencontres étalées sur 18 mois, au cours desquelles sont abordés différents thèmes tels que la connaissance de soi, la communication et l'après-carrière sportive.

Pour M. Dutton, également ancien président et chef de la direction du quincaillier RONA, un athlète est appelé à développer sa discipline, son esprit d'équipe, sa résilience et sa détermination. *« Il apprend à gagner, mais aussi à perdre,* détaille-t-il. *Cette expérience-là est très positive lorsqu'on entre sur le marché du travail, peu importe le domaine. »* Le créateur du parcours espère donner les outils aux participants afin de les aider à avoir une influence positive sur la société. Pour les inspirer, le programme prévoit, entre autres, des conférences avec d'anciens participants aux Jeux olympiques, une visite dans un refuge pour personnes itinérantes ou encore des ateliers pour apprendre à bien communiquer.

Les participants sont également jumelés à un mentor bénévole, qui les accompagne tout au long du parcours et les soutient dans leur recherche de stage en milieu professionnel. Les mentors sont généralement des personnes du monde du travail choisies en fonction de leur secteur d'activité.

L'ancien membre de l'équipe d'athlétisme des Carabins Simon Chouinard garde un bon souvenir de son expérience au sein du Parcours Leadership. « *Le parcours a vraiment été une révélation pour moi, autant dans les séances que dans le stage et le mentorat*, témoigne-t-il. *On sentait qu'on était soutenu de façon continue, qu'on avait à notre portée des gens inspirants en qui on pouvait avoir confiance. »*

Plusieurs mois après la fin du parcours, Simon est resté en contact avec sa mentore. *« Le parcours a été une occasion de mieux comprendre les aptitudes qu'on a acquises à travers le sport et de les transférer sur le marché du travail*, explique-t-il. *Cette partie plus théorique était complétée par des ateliers pratiques, qui nous ont permis de bien nous préparer à la recherche d'emploi. »* Dans le cadre de ces ateliers, les étudiants-athlètes apprennent notamment à réaliser un CV ainsi qu'une lettre de présentation.

Un programme utile à tous

M. Dutton perçoit des qualités naturelles de leader chez les étudiants-athlètes, mais pas exclusivement chez eux. *« Par exemple, le programme aurait aussi pu s'adresser aux musiciens, qui consacrent plusieurs heures par jour au perfectionnement de leur art »*, précise-t-il.

Pour l'instant, le parcours n'est offert qu'aux membres du programme de sport d'excellence des Carabins. Son créateur espère un jour pouvoir l'offrir à l'ensemble de la communauté universitaire de l'UdeM. *« On commence avec les étudiants-athlètes pour les aider à surmonter le double défi de la fin des études et du sport, mais mon grand rêve est d'un jour l'offrir à tous les étudiants »*, confie-t-il.

Création d'une communauté

Le Parcours Leadership Carabins a également réussi à créer une communauté d'étudiants-athlètes qui vivent des réalités semblables. C'est cette facette du programme qui a le plus marqué l'ancien capitaine de l'équipe de football des Carabins en 2018 et 2019, Louis-Mathieu Normandin. *« En général, les équipes des Carabins se côtoient peu entre elles, mais le parcours nous a rapprochés,* souligne-t-il. *On a appris des choses sur le fonctionnement de différents sports et on a tissé des liens rapidement. »*

Pour lui, le parcours a représenté une occasion d'ajouter une corde à son arc. *« J'étais très impliqué au niveau sportif et scolaire, mais il me manquait un troisième pilier, plus social,* ajoute-t-il. *Ça a fait de moi un citoyen plus allumé, plus complet. »*

Afin de participer au programme Parcours Leadership Carabins, les candidats doivent envoyer une vidéo afin de démontrer leur motivation. « *Le seul critère de sélection pour participer au parcours est la volonté,* développe M. Dutton. *Les athlètes doivent se prêter au jeu et réfléchir à ce qu'ils veulent devenir, au rôle qu'ils veulent jouer dans le monde. »* Cette année, une trentaine d'étudiants participent au programme, qui en est à sa deuxième édition.

DES PATIENTS ROBOTS

Une nouvelle technologie donne la possibilité aux étudiants de la Faculté des sciences infirmières de l'UdeM de pratiquer des soins de santé sur des mannequins robotisés ultra-réalistes. Les équipements de pointe du Centre de simulation, inaugurés le 21 janvier dernier, leur permettent maintenant de reproduire des situations du milieu hospitalier.

PAR MAUDE OUELLET

Le Centre de simulation ressemble davantage à un hôpital qu'à une salle de cours. Mais le décor n'est pas le seul élément qui soit réaliste. Des mannequins hommes, femmes et bébés reproduisent des réponses physiologiques telles que le rythme cardiaque, la phonation, la circulation sanguine ou encore le clignement des yeux, comme a pu le constater *Quartier libre* lors de l'inauguration. *« Les nouveaux mannequins sont incroyables, tu vas toucher la peau et c'est vraiment la copie conforme de celle d'un être humain »*, s'exclame la future infirmière praticienne Vanessa Leblanc-Malo.

Photos : Jacob Côté

Une étudiante en sciences infirmières procède à l'accouchement d'un mannequin robotisé.

Un hôpital comme salle de classe

Ces patients virtuels sont contrôlés par une équipe d'enseignants qui évaluent les étudiants derrière un miroir sans tain, tout en communiquant avec eux à l'aide de micros, si besoin. *« Quand tu te poses des questions, les professeurs te répondent »*, souligne l'étudiante Ariane Denis, qui a assisté à une simulation d'accouchement.

Les enseignants peuvent compliquer les exercices pour les étudiants. *« S'il fallait que tu fasses l'évaluation de l'utérus du mannequin pour voir s'il avait une hémorragie, mais que tu ne l'as pas fait, ils vont simuler l'hémorragie*, explique Ariane. *Du sang va commencer à sortir et le mannequin peut arrêter de respirer. »* Après la mise en situation, les enseignants passent en revue les interventions des apprentis infirmiers. *« Tu reviens sur ce qui aurait pu être amélioré, sur ce qui n'a pas été fait et sur ce qui n'était peut-être pas bon »*, précise l'étudiante au baccalauréat en sciences infirmières.

L'inauguration a permis de montrer que les simulations sont également destinées aux soins psychologiques. La Faculté des sciences infirmières fait parfois appel à des comédiens professionnels jouant le rôle de patients ayant des problèmes de santé mentale. Le Centre de simulation comprend également des lunettes de réalité virtuelle qui simulent notamment des visites à domicile.

Un outil pédagogique performant

Le responsable du centre, Haj Mohammed Abbad, a introduit les simulations dans les programmes de sciences infirmières en 2006. Depuis, il a insisté pour que ces dernières fassent partie intégrante de la formation des étudiants. *« On ne peut pas garantir que les étudiants vont voir tous les problèmes de santé lorsqu'ils seront en stage*, développe M. Abbad. *Ici, avec la technologie, on peut les mettre dans des situations diversifiées et complexes, qu'ils ne seront pas garantis de voir en stage. »*

Sur le plan pédagogique, M. Abbad pense que ces mises en contexte jouent un rôle important en augmentant la confiance des étudiants ainsi que leur motivation. Des études[1] menées en parallèle du Centre de simulation montrent que ces formes d'apprentissage sont au rendez-vous et qu'elles sont parfois meilleures que d'autres activités de formation. *« Quand les étudiants sont confrontés à des situations ici, dans un environnement contrôlé, ils sont mieux préparés lorsqu'ils arrivent dans le milieu professionnel*, ajoute-t-il. *Quand ils font une erreur ici, ils ne vont pas la faire à l'extérieur. »*

Prêts pour le terrain

Ariane avoue que ces équipements de haute technologie l'aident à réduire son stress. *« S'il y a une situation d'urgence, tu es, selon moi, plus apte à y faire face, puisque tu as vécu ce que c'était »*, affirme-t-elle. L'étudiante insiste sur le fait que les simulations peuvent s'avérer tout aussi anxiogènes, bien que la santé de patients ne soit pas en jeu.

« Le fait que tu puisses toucher au matériel, que tu puisses toucher la peau ou faire des points de suture, ça fait vraiment en sorte que tu peux être préparé à la réalité d'un hôpital, d'un CHSLD ou du terrain », ajoute Vanessa. Elle explique que la qualité du Centre de simulation a joué un rôle important dans son choix d'intégrer les rangs de la maîtrise en sciences infirmières à l'UdeM.

Former davantage d'infirmiers

Le Centre de simulation sera utilisé principalement par les étudiants de deuxième cycle de la Faculté des sciences infirmières. La doyenne de la faculté, Francine Ducharme, affirme que l'ajout de ces installations s'inscrit dans une volonté de former davantage d'infirmiers praticiens spécialisés (IPS) afin de donner un meilleur accès au réseau de la santé. L'UdeM forme le plus grand nombre d'IPS par année dans la province, soit 375 d'entre eux sur 560, une proportion que la faculté souhaite maintenir.

1. Garrett, B., MacPhee, M., et Jackson, C. (2010). High-fidelity patient simulation : Considerations for effective learning. *Nursing Education Perspectives*, 31(5), 309-313.

› HISTOIRE DU CENTRE

Ces nouveaux laboratoires dotés de mannequins robotisés ultra-réalistes ont pu voir le jour grâce à une subvention de 3,5 millions de dollars du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur en 2019. Si l'Université McGill et l'Université de Sherbrooke bénéficient également de ce type d'équipements, celui de l'UdeM, qui s'étale sur plus de 22 000 pieds carrés et comporte 45 salles de simulation, est le plus grand du Canada, d'après la porte-parole de l'Université, Geneviève O'Meara. Pour sa qualité, le Centre de simulation a reçu l'agrément du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada en novembre 2018, une première pour un programme de sciences infirmières.

Photo : Jacob Côté

POLLUER...

En une heure, vingt-deux étudiants membres du groupe Éco-leaders de l'UdeM ont ramassé plus de quatre kilos de mégots de cigarette sur la place Laurentienne. Les substances chimiques relâchées dans la nature par les résidus de cigarette engendrent des répercussions environnementales. L'Université cherche actuellement des solutions.

PAR MARIE-ÈVE BRASSARD

Ce qu'on désigne communément au Québec comme des *butchs* de cigarette trônent parmi le palmarès des déchets les plus fréquemment retrouvés dans la nature[1]. Le campus de l'UdeM ne fait pas exception à cette règle.

Petit déchet, grosses conséquences

Malgré la petite taille d'un mégot, un seul suffit pour polluer approximativement 500 litres d'eau, selon Info-tabac[2]. Dans un rapport datant de 2018, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) conclut que les produits chimiques relâchés mettent en péril la survie de nombreux organismes vivants[3].

La Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal (SAESEM) précise quant à elle que c'est environ 4 000 substances chimiques qui se retrouvent dans l'environnement lorsqu'un mégot se dégrade. Toujours selon la SAESEM, le filtre apposé à l'extrémité des cigarettes pour protéger le fumeur de certaines substances toxiques est fait de fibres d'acétate de cellulose, un plastique non biodégradable qui prend en moyenne 12 ans à se dégrader.

Un geste banalisé

Pour la présidente de l'Association des éco-leaders de l'UdeM, Catherine Tremblay, si l'on retrouve toujours autant de mégots par terre, c'est parce que le geste de se débarrasser de sa cigarette n'importe où est banalisé. *« C'est tellement devenu une habitude, même quand tu regardes un film, tu vois le personnage jeter sa cigarette sur le trottoir*, explique-t-elle. *Quand tu as passé toute ta vie à voir des gens qui font ça dans la rue, ça devient un comportement normal. »*

LE FILTRE DES CIGARETTES EST FAIT DE FIBRES D'ACÉTATE DE CELLULOSE, UN PLASTIQUE NON BIODÉGRADABLE QUI PREND EN MOYENNE 12 ANS À SE DÉGRADER.

Cette attitude ne signifie pas pour autant que les gens n'ont pas de conscience environnementale, selon Catherine. *« Beaucoup de fumeurs savent que c'est nocif pour l'environnement, mais le font quand même, parce qu'ils ne connaissent pas l'ampleur des conséquences de ce geste »*, affirme-t-elle.

Des pistes de solution ?

Selon la porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara, le campus n'est pas régi par un règlement spécifique sur la disposition des mégots. Les agents de sécurité peuvent donner des avertissements aux étudiants qui seraient pris en flagrant délit, mais il n'y a pas d'autre conséquence à ce geste. D'après elle, bien que le campus soit équipé de plusieurs cendriers à des endroits stratégiques, le problème des mégots de cigarette persiste.

Afin de faire face à la situation, l'administration a pris en compte la solution proposée par la SAESEM dans le cadre du programme Mégot Zéro (voir encadré), qui consiste en l'implantation de cendriers permettant de recueillir les mégots pour ensuite les recycler.

Les pourparlers entre l'UdeM et la SAESEM n'ont cependant pas été concluants. « *Nous n'avons pas eu de réponses à certaines de nos questions qui concernaient notamment le lieu de recyclage des mégots aux États-Unis et la disposition de matière combustible dans la cigarette, qui est une matière dangereuse »*, affirme Mme O'Meara.

Le directeur général de la SAESEM, Vincens Côté, n'était pas en poste lors des discussions. Il est cependant confiant quant à l'efficacité de son programme. « *Partout où nous sommes implantés, les cendriers sont de plus en plus pleins*, constate-t-il. *Le premier objectif du programme est de faire en sorte que les mégots ne se retrouvent pas par terre, afin d'éviter la contamination des sols et des cours d'eau. Le deuxième objectif, qui est la cerise sur le* sundae*, c'est que les mégots puissent être recyclés. »*

L'UdeM demeure donc à la recherche de solutions afin de s'attaquer au problème des mégots qui parsèment le sol du campus.

1. Green, D. S., Boots, B., Carvalho, J. D. S. et Starkey, T. (2019) : Cigarette butts have adverse effects on initial growth of perennial ryegrass and white clover. *Ecotoxicology and environmental safety*, 182, 109418.

2. Info-. tabac.ca (2018) : Les nuisances environnementales du Tabac, [https://info-tabac.ca/les-nuisances-environnementales-du-tabac/], consulté le 20/01/2020.

3. Zafeiridou, M., Hopkinson, N. S. et Voulvoulis, N. (2018) : Cigarette smoking : an assessment of tobacco's global environmental footprint across its entire supply chain. *Environmental science & technology*, 52(15), 8087-8094.

〉 PROGRAMME **MÉGOT ZÉRO**

Depuis l'instauration du programme en 2016, ce sont plus de quatre millions de mégots qui ont été recyclés en compost (pour les matières organiques de la cigarette) et en palettes de plastique pour du mobilier urbain extérieur (pour les filtres). Mégot Zéro offre aussi des ateliers de sensibilisation, au cours desquels les participants en apprennent davantage sur les conséquences nocives d'un mégot dans l'environnement. L'organisme en profite pour leur proposer de nouveaux comportements à adopter, comme celui de jeter son mégot dans un cendrier, idéalement dont le contenu se fera recycler, ou encore de transporter avec eux un cendrier portatif afin de ne pas céder à la tentation de jeter sa cigarette dans la rue. Mégot Zéro a plusieurs partenariats à son actif, dont un avec la Ville de Montréal, et avec certaines écoles, notamment avec le Collège LaSalle et le cégep Dawson.

... ARRÊTER

La 43e Semaine pour un Québec sans tabac, organisée par le Conseil québécois sur le tabac et la santé (CQTS), s'est terminée le 25 janvier. L'évènement, qui vise à sensibiliser la population sur les méfaits de la cigarette, était inexistant dans les universités montréalaises.

PAR MARTIN DUCASSÉ-GAMBIER ET MARINE GACHET

La directrice générale du CQTS, Anne Papageorgiou, reconnaît que l'organisme ne possède pas d'outils particuliers pour les universités. « *Je sais qu'il existe déjà beaucoup de politiques pour faire cesser de fumer les étudiants dans les centres postsecondaires et universitaires »,* déclare-t-elle, pour expliquer l'absence de la campagne sur les campus montréalais.

> *« Dans les prochaines semaines, nos infirmières vont suivre une formation en accompagnement à l'abandon tabagique. »*
>
> Nathalie Bordeleau
> Infirmière au Centre de santé et de consultation psychologique de l'UdeM

Le spécialiste en promotion de la santé à l'Université Concordia, Owen Moran, confirme que la campagne du CQTS est absente des services de santé de l'établissement scolaire. D'après lui, la clinique des services de santé de Concordia offre déjà de l'aide aux étudiants, employés et professeurs qui veulent arrêter de fumer. *« Notre clinique propose un guide d'informations, disponible en salle d'attente et en ligne, ainsi qu'un suivi individuel et personnalisé »,* précise-t-il.

Les patients qui déclarent consommer du tabac dans le questionnaire d'admission à la clinique reçoivent des conseils de la part des médecins. *« Nous faisons aussi de la sensibilisation auprès de notre communauté universitaire, avec des kiosques où les étudiants peuvent trouver des fascicules d'informations concernant l'arrêt du tabac »,* relate-t-il.

Selon M. Moran, Concordia se démarque des autres universités grâce à ces services. *« Si vous consommez du tabac, c'est la chose que vous devez arrêter en priorité pour améliorer votre santé*, insiste-t-il. *Les universités devraient faire beaucoup de choses pour cela, mais elles ne s'investissent pas nécessairement autant qu'elles le pourraient. »*

Arrêter de fumer à l'UdeM

La Semaine sans tabac du CQTS n'a pas été promue par les services de santé de l'UdeM. *« On fait des actions sans être nécessairement de toutes les campagnes officielles, mais généralement, on essaye de coller le plus possible aux évènements organisés concernant l'abandon du tabac »,* explique l'infirmière du Centre de santé et de consultation psychologique de l'UdeM, Nathalie Bordeleau. Elle ajoute que le centre participe davantage à des campagnes comme *le Défi J'arrête, j'y gagne !,* un évènement organisé pour les jeunes adultes par de jeunes adultes.

Cette campagne, menée par l'organisation Capsana et la Direction régionale de santé publique de Montréal de l'Agence de la santé publique du Canada, invite chaque année les fumeurs à cesser leur consommation de tabac pendant six semaines, pour maximiser leurs chances d'arrêter définitivement.

Il n'existe pas, à l'UdeM, de programme spécifique pour accompagner les étudiants ayant la volonté de mettre fin à leur consommation de tabac. *« Des démarches ont été faites par le passé, comme des campagnes sur le campus, pour parler des saines habitudes de vie comportant un volet sur l'arrêt tabagique, des activités dans le cadre du Défi J'arrête, j'y gagne !, puis des consultations individuelles où on donnait de la documentation ou réorientait les patients vers des centres d'abandons du tabac »*, développe Mme Bordeleau. Elle souligne que le problème avec cette dernière méthode est que les étudiants internationaux ne bénéficient pas toujours de l'assurance maladie québécoise, et que l'arrêt tabagique devient pour eux un enjeu financier.

Selon un rapport de l'Institut national de santé publique du Québec*, la province a dépensé 55 465 387 dollars en remboursement des aides pharmacologiques à l'arrêt tabagique entre 2000 et 2004, soit 181 dollars par patient.

Selon Mme Bordeleau, cette situation va prochainement changer. *« Dans les prochaines semaines, nos infirmières vont suivre une formation en accompagnement à l'abandon tabagique,* annonce-t-elle. *Ce sera un service que notre personnel infirmier va pouvoir offrir à la clientèle de l'université. »* Cet accompagnement, qui sera assuré par des infirmières ayant le droit de prescrire des médicaments, pourrait voir le jour très prochainement, d'après elle : *« J'ai confiance qu'au courant de la session d'hiver ce sera accessible. »*

Communiquer davantage

Afin d'éloigner les étudiants du tabac, M. Moran affirme que davantage de communication s'avérerait utile. *« Nous devons marquer les esprits en mettant des messages préventifs sous les yeux des étudiants»*, déclare-t-il. Le spécialiste ajoute que les patients viennent surtout après avoir été redirigés par un médecin, et il estime que des campagnes publicitaires pourraient encourager plus de personnes à cesser de fumer. Selon lui, la production d'affiches et la location d'espaces publicitaires représentent néanmoins une dépense que la clinique des services de santé de Concordia ne peut assumer.

« Les réseaux sociaux sont la meilleure façon de toucher les gens, et en particulier les étudiants, assure Mme Papageorgiou. *C'est également le moyen le moins couteux pour faire passer le message. »* La directrice du CQTS rappelle que les universités peuvent recevoir gratuitement des visuels de la campagne de la Semaine sans tabac, si elles en font la demande.

* Institut national de santé publique du Québec, 2006 : Programme québécois de remboursement des aides pharmacologiques à l'arrêt tabagique

〉 PROBLÉMATIQUE DU **VAPOTAGE**

Le vapotage, souvent utilisé comme palliatif à la cigarette classique, a été la cause en 2019 de 2 000 cas de maladies pulmonaires et de plusieurs dizaines de décès aux États-Unis. Owen Moran voit peu de patients souhaitant arrêter l'usage de la cigarette électronique. Selon lui, l'approche serait la même que pour le tabac. *« Ça reste une addiction à la nicotine, et il faut donc développer des stratégies pour faire face aux symptômes de manque,* explique-t-il. *Il s'agit du même engagement envers soi-même. »*

LES
WEEKENDS
X-LARGES
LA MUSIQUE D'AUJOURD'HUI.
CAFÉ CAMPUS
57 PRINCE-ARTHUR EST. MTL, SHERBROOKE

PAS D'ÂGE POUR ÉTUDIER

Quartier Libre **a rencontré deux retraités revenus sur les bancs de l'école. Tous deux ont des parcours opposés, des diplômes différents, mais une envie similaire : apprendre.**

PAR ROMAIN GROUSSAC

LUC MADORE : le goût pour la découverte

Originaire de Montréal, Luc Madore a obtenu son baccalauréat en chimie à l'UdeM en 1966. À l'époque, la chimie était au centre de ses préoccupations. *« Quand j'ai terminé mon cégep, un homme allait marcher sur la Lune,* témoigne-t-il. *C'était vraiment dans la tendance de mon âge de vouloir expliquer toutes les réactions, alors j'ai fait de la chimie. »*

Spécialisé dans le domaine de la production manufacturière de whisky, M. Madore a énormément voyagé au cours de sa carrière. *« Je suis très curieux, mais aussi profondément respectueux d'autrui »*, dévoile-t-il. Il a développé son envie d'avoir un apprentissage en dehors du domaine des sciences pures, c'est-à-dire dans les rues et les musées.

En 2005, M. Madore est retourné dans son ancienne université afin d'y effectuer un baccalauréat en histoire, avec un cours par session afin de profiter de ses petits-enfants.

Cinquante ans après avoir quitté l'UdeM, il s'est facilement réintégré. *« Des liens de complicité se sont créés avec énormément de jeunes étudiants,* précise-t-il. *La passion et la volonté d'apprendre sont beaucoup plus fortes que l'âge ou d'autres caractéristiques physiques. »* M. Madore a gardé contact avec des étudiants et a développé un lien d'amitié avec certains. *« Chaque année, je suis très complice avec deux à trois étudiants par cours, avec lesquels on s'entraide,* ajoute-t-il. *Nombreux sont ceux qui m'ont aidé à ce que je comprenne parfaitement StudiUM. »*

M. Madore achèvera son baccalauréat en histoire au printemps 2020, ce qui marquera la fin de son retour à l'université, qui aura duré 15 ans.

Photo : Jacob Côté

LISE GAUVIN : le retour vers une autre passion

La professeure émérite du Département des littératures de langue française de l'UdeM Lise Gauvin a enseigné dans différentes universités dans le monde, dont la Sorbonne à Paris.

Arrivée à la retraite, Mme Gauvin a préféré retourner dans son passé pour écrire son présent. Après cinq années passées au Conservatoire de musique et d'art dramatique de Québec, elle a dû arrêter le piano à l'âge de 20 ans, à la suite d'une bourse obtenue pour étudier l'allemand à l'Université de Vienne. Pour l'écrivaine, ne plus jouer de piano ne pouvait être éternel, raison pour laquelle elle a décidé de reprendre des études de musique. *« J'avais le sentiment que quelque chose était inachevé, la boucle devait être bouclée »*, confie-t-elle.

> *« Enseigner c'est apprendre, l'un ne va pas sans l'autre. »*
>
> Lise Gauvin
> Professeure émérite du Département des littératures de langue française de l'UdeM

Le retour au statut d'étudiante a été facile à vivre pour Mme Gauvin. *« C'était plus relaxant d'être étudiante que professeure »*, affirme-t-elle. Elle mentionne l'admiration particulière qu'elle a eue pour son professeur de piano, Guillaume Levy, dont elle a pu apprécier les compétences aussi bien comme professeur que comme artiste. Pour celle qui a connu les différentes facettes de l'apprentissage, en tant qu'enseignante et étudiante, les deux rôles sont importants. *« Enseigner, c'est apprendre, l'un ne va pas sans l'autre »*, déclare-t-elle.

Mme Gauvin a particulièrement apprécié les interactions avec ses camarades de tous âges. *« Je n'étais aucunement supérieure aux autres étudiants de par mon statut de professeure émérite et j'avais au contraire tout à y apprendre »*, précise-t-elle. Au contact des élèves, elle s'est rendu compte de l'exigence que représente le travail à faire à la maison, et était impressionnée par la rigueur des jeunes étudiants. *« Je n'avais plus conscience de ce que représente le travail à réaliser pour un étudiant »,* avoue-t-elle.

Mme Gauvin, nouvelliste, essayiste et poète, dit aimer tout autant écrire que faire de la musique. Elle voit notamment un point commun entre ces deux arts. *« Ce sont de perpétuelles créations, aucun texte ou morceau joué n'est similaire à un autre »*, souligne-t-elle. Pour l'ensemble de ses publications ainsi que pour son engagement envers la langue française et dans la francophonie, elle a obtenu le prix du Québec George-Émile Lapalme en 2018.

Celle qui est également membre fondatrice du Parlement des écrivaines francophones intervient encore en tant que conférencière dans les universités ou devant le grand public, tout en poursuivant ses activités d'écriture.

DE L'AMIANTE SUR LE CAMPUS

Le Syndicat général des professeurs de l'UdeM (SGPUM) a demandé à ce qu'une enquête soit menée afin d'évaluer la qualité de l'air sur le campus. Trois anciens employés de l'Université pensent avoir développé un mésothéliome, une forme rare de cancer qui pourrait être liée à une exposition à l'amiante sur leur lieu de travail.

PAR ESTHER THOMMERET

Il y a deux ans, l'ancien professeur de sociologie à l'UdeM Jean Renaud a appris qu'il était atteint d'un mésothéliome. Retraité depuis 2010, il a étudié et travaillé au pavillon Lionel-Groulx pendant plus de 40 ans. *« Le pavillon contenait de l'amiante dans le plafond,* témoigne-t-il. *À l'époque où les micro-ordinateurs sont apparus, nos bureaux n'étaient pas équipés, je me suis donc amusé à passer des rallonges dans le faux-plafond, et j'ai fait sortir de la poussière. »* M. Renaud pense qu'il a été exposé à l'amiante à ce moment-là. Deux autres anciens employés de l'UdeM sont également atteints de cette maladie[1].

> *« L'Université n'est pas coupable d'avoir utilisé l'amiante à l'époque, mais elle sera coupable si elle ne prend pas de moyens pour s'assurer qu'il n'y aura plus de contamination dans le futur. »*
>
> Jean Renaud
> Ancien professeur de sociologie à l'UdeM

Photo : Jacob Côté

L'ancien professeur de sociologie à l'UdeM Jean Renaud a travaillé pendant 40 ans au pavillon Lionel-Groulx.

« Le mésothéliome est l'un des cancers les plus mortels, il n'est pas vraiment curable et la progression se fait assez rapidement, explique le chef médical au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS), Geoffroy Denis. *Le temps de survie moyen se calcule en mois. »* (Voir encadré)

Demande d'enquête

Le 9 décembre dernier, le SGPUM a demandé que des mesures soient immédiatement prises afin de dresser un état des lieux sur la présence d'amiante dans tous les bâtiments du campus. *« Nous suggérons de faire affaire avec une firme externe* [...] *pour que la qualité de l'air soit évaluée le plus rapidement possible* [...] *pour pouvoir rassurer nos membres et prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer leur santé et leur sécurité »*, a communiqué l'exécutif du syndicat.

La plupart des vieux immeubles du Québec, dont font partie les anciens pavillons de l'UdeM, ont été construits avant que l'amiante soit interdit, en 1990. *« C'était une façon de travailler à l'époque, de l'amiante, il y en avait partout,* précise la porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara. *Depuis que la loi a changé, l'Université a toujours pris ses responsabilités. »* D'après elle, lorsque des travaux ont lieu sur le campus en présence d'amiante, ils sont menés par des entreprises externes spécialisées. *« Ce qu'on répond à la demande du SGPUM est que les mécanismes de contrôle et de suivi de la qualité de l'air existent déjà sur le campus »*, affirme-t-elle.

D'après elle, l'Université a le contrôle sur la situation et donne également accès à un registre qui répertorie les endroits où l'amiante se situe dans ses installations.

Selon la présidente de l'Association du personnel préretraité et retraité de l'UdeM (APRÈS l'UM), Sylvia Francis, l'enquête arrive un peu tardivement. *« Bien sûr, c'est un geste grandiose de dire qu'on va fouiller et faire venir des compagnies externes, mais ça n'aide pas pour le passé,* déplore-t-elle. *Le syndicat des professeurs devrait plutôt sortir les dossiers des anciens employés, regarder si des cas de mésothéliome pourraient resurgir aujourd'hui et prévenir. »*

Un risque sur les chantiers et au bureau

D'après M. Denis, l'amiante est généralement inoffensif s'il se trouve dans un plafond ou dans un mur hermétiquement fermé. *« Les personnes les plus à risque sont celles qui vont respirer et travailler directement avec ces matériaux-là, comme les gens dans la construction »*, explique-t-il. Selon lui, il est donc plus difficile pour des employés de bureau de détecter l'origine de l'exposition.

« On parle toujours des ouvriers, parce que pour eux, c'est clair, ils avaient le produit entre les mains, détaille M. Renaud. *Mais il y a aussi d'autres cas dont on ne parle pas. »* Ce sont les jurys de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) qui décident si les anciens employés atteints de ce type de cancer peuvent obtenir un dédommagement. *« Pour le cas des employés de bureau, c'est beaucoup plus difficile de convaincre la CNESST, et il y a souvent des réponses négatives »*, poursuit-il.

M. Renaud est actuellement en attente de leur décision.

« Pour l'instant, l'Université n'a pas reçu de rapport positif de la part de la CNESST concernant un ou des anciens employés qui auraient contracté une maladie en lien avec l'amiante chez nous », conclut Mme O'Meara. De son côté l'APRÈS l'UM a contacté ses 450 membres afin de les avertir des dangers potentiels, mais n'a reçu jusqu'à présent aucune plainte.

Objectif premier : informer

Le SGPUM souhaite que les résultats de cette enquête soient communiqués à l'ensemble de la communauté universitaire. *« Il y a des milliers de personnes par jour qui fréquentent le campus, donc c'est vraiment important de s'assurer que les gens soient à l'abri, mais qu'ils sachent aussi comment se protéger*, explique M. Renaud. *Si j'avais su, je ne serais jamais allé fouiller dans mon plafond. »* L'ancien professeur estime que le rôle principal de l'Université est de sensibiliser sa communauté.

« L'Université n'est pas coupable d'avoir utilisé l'amiante à l'époque, concède-t-il. *Mais elle sera coupable si elle ne prend pas de moyens pour s'assurer qu'il n'y aura plus de contamination dans le futur. »* Selon la présidente d'APRÈS l'UM, tout le monde devrait être informé des effets de l'amiante, dans la mesure où celui-ci peut toucher autant les ouvriers que concierges d'immeubles, les employés de l'Université ou même les étudiants.

Mme O'Meara affirme que lors des prochains travaux sur le campus, des séances d'information sur l'amiante seront données aux employés. De plus, des travaux de désamiantage sont prévus au cours des prochaines années.

1. www.lapresse.ca/actualites/201912/13/01-5253708-possible-exposition-a-lamiante-dex-employes-de-ludem-sinquietent-pour-leur-sante.php

〉 LES **DANGERS** SUR LA SANTÉ

« Il existe deux types de maladies provoquées par l'amiante, explique Geoffroy Denis. *La première est l'amiantose, qui prend la forme de cicatrices sur les poumons et empêche de bien respirer, et la deuxième est le cancer. »* Deux types de cancer y sont associés, celui du poumon et celui de son enveloppe, appelé le mésothéliome. D'après le spécialiste en santé publique, l'amiante est un cancérigène puissant. *« Le temps de latence de cette maladie prend des dizaines années à se déclarer, ça peut aller jusqu'à 40 ans »*, explique-t-il. Selon lui, il est donc difficile de savoir où et à quel moment une personne a été en contact avec de l'amiante.

SANG PROTECTION

Le 16 janvier dernier, l'entreprise Mme l'Ovary a présenté un mémoire et des recommandations à l'agglomération de Montréal afin d'obtenir une aide financière pour l'achat de protections hygiéniques réutilisables. Cette initiative vise à lutter contre la précarité menstruelle, qui peut être une réalité pour les étudiantes.

PAR CHARLOTTE MORAND

D'après le mémoire* réalisé par l'équipe de Mme L'Ovary, une entreprise spécialisée dans les culottes menstruelles, le coût annuel des produits d'hygiène féminine jetables équivaut à 70,96 $ en moyenne. *« Même si ces produits sont détaxés au Canada depuis 2015, ils restent un coût supplémentaire pour la femme »*, souligne la cofondatrice de la société, Erica Athena Lebrun. Elle ajoute qu'au cours de leurs recherches, de nombreuses femmes ont avoué avoir des difficultés à se payer des protections hygiéniques. Selon l'ONG Plan international Canada, environ un million d'entre elles au Canada, soit un tiers de celles de moins de 25 ans et des adolescentes, auraient du mal à assurer cette dépense.

Selon la présidente et coordinatrice de l'association Period à l'UdeM, Esther Dubois, les étudiantes peuvent avoir davantage de difficultés à se procurer des protections hygiéniques, car elles sont en précarité financière. *« On a remarqué que les étudiantes vont soit les garder plus longtemps, soit adopter des systèmes différents, comme l'usage de papier toilette pour les remplacer »,* ajoute-t-elle. Pour la jeune femme, il s'agit d'un réel problème, puisque cette stratégie affecte la santé hygiénique et favorise le risque de maladies, à l'instar du syndrome du choc toxique (voir encadré).

Une femme achète en moyenne 12 500 protections hygiéniques au cours de sa vie.

Photo: Jacob Côté

« Même si ces produits sont détaxés au Canada depuis 2015, ils restent un coût supplémentaire pour la femme. »

Erica Athena Lebrun
Cofondatrice de l'entreprise Mme L'Ovary

Quelles solutions ?

En présentant le dossier à la Ville de Montréal, Mme L'Ovary recommande un remboursement potentiel de 125 $ par femme, renouvelable tous les 5 ans pour les protections hygiéniques durables, comme les coupes ou culottes menstruelles. Selon la cofondatrice, le message a été bien reçu. *« Il y avait beaucoup de femmes au conseil municipal, et elles sont venues nous remercier d'oser parler de menstruations dans ce contexte-là, car c'est effectivement rare que la politique et les menstruations soient liées »*, précise-t-elle.

La chargée de communication pour la municipalité, Linda Boutin, informe que quatre arrondissements de Montréal ont déjà entrepris des mesures allant dans ce sens. Elle ajoute que la Ville travaille également sur la motion de garantir la distribution gratuite des produits menstruels dans les toilettes publiques des édifices municipaux, déposée le 17 juin 2019. *« La Ville a depuis entrepris une étude de faisabilité sur cette nouvelle offre de service dans ses installations et un projet pilote sera également réalisé dans des bâtiments municipaux dans les prochains mois »,* détaille-t-elle.

Le manque de ressources à l'UdeM

En ce qui concerne les étudiantes, aucun dispositif n'est prévu par l'UdeM pour le moment, indique Esther. Elle note que seulement les quatre comptoirs de la FAÉCUM vendent des protections hygiéniques de dépannage sur le campus. L'étudiante estime que c'est insuffisant. « *Notre projet pour cette année serait de mettre en place des distributeurs de protections hygiéniques gratuits »,* affirme-t-elle.

La porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Maera, confirme l'absence de discussion ou de projet en cours à ce sujet. *« Cela dit, les étudiantes qui souhaitent en proposer un en ce sens peuvent évidemment le faire »*, annonce-t-elle.

Une problématique passée sous silence

Pour la cofondatrice de Mme L'Ovary, une sorte de voile a longtemps été jeté sur la question. *« La société a été gérée de façon patriarcale, et les menstruations étaient une chose méconnue et tabou, ce qui fait qu'on n'a pas pu en parler sur la place publique* », déplore-t-elle.

La professeure de sociologie à l'UQAM Francine Descarries relève également la pudeur qu'il y a eu pendant longtemps à parler du corps des femmes. *« Les revendications sur le corps des femmes, comme la ménopause, l'allaitement ou les menstruations, sont beaucoup moins présentes que celles qui touchent le sexe, la sexualité ou le genre, et c'est peut-être pour ça que cette revendication est passée sous couvert »*, suppose-t-elle. Elle pense qu'il y existe un manque d'intérêt pour la question ou un manque de visibilité ou de leadership des personnes qui mettent en avant cette revendication.

* Olivia Elting, Érica Athena Lebrun, Amélie Côté (2020) : L'accessibilité des produits d'hygiène féminine durables pour une agglomération montréalaise zéro déchet.

〉 SYNDROME DU **CHOC TOXIQUE**

Selon le Centre hospitalier universitaire de Lyon, en France, le syndrome du choc toxique lié aux règles est une infection rare causée par le staphylocoque doré, normalement présent dans la flore vaginale de 20 % à 30 % des femmes. Lorsque le fluide menstruel est bloqué par un tampon, il peut arriver que cette bactérie l'utilise comme un milieu de culture, jusqu'à libérer une toxine pouvant provoquer une infection généralisée, ayant déjà conduit dans certains cas à l'amputation des membres infectés ou à la mort.

UNE RÉFORME AUX FORMES CRITIQUÉES

En janvier, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Jean-François Roberge a annoncé la refonte complète du programme du cours d'éthique et culture religieuse. Cette réforme qui veut instaurer le nouveau cours d'ici deux ans inquiète la communauté universitaire et étudiante.

PAR SARAH-FLORENCE BENJAMIN

Après l'annonce de la réforme, des étudiants de l'UdeM et de l'UQAM ont monté le collectif Avenir ECR pour contester la réforme et sa mise en œuvre.

La porte-parole du collectif, Myriam Landreville, estime que les experts auraient dû être consultés avant l'annonce de la réforme du programme. *« Le modifier comme ça, sans nous demander notre avis ni celui des enseignants spécialistes à l'université ou celui de l'association québécoise des enseignants d'ECR du Québec, on trouve ça insultant »*, explique celle qui est également étudiante au baccalauréat en enseignement de l'éthique et de la culture religieuse.

Le collectif compte écrire directement au ministre Roberge pour l'interpeler.

Photo : Jacob Côté

L'UdeM et l'UQAM sont les seules institutions qui offrent une formation en enseignement de l'ECR.

Une réforme expresse

Selon un communiqué* du Cabinet du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, le cours d'ECR, qui existe depuis plus de 10 ans, a besoin d'une révision en profondeur et d'une actualisation des contenus du programme. Le ministère a indiqué vouloir implanter le nouveau programme pour la rentrée scolaire 2022-2023.

« On ne sait pas sur quelle base scientifique le ministère s'est basé pour proposer cette réforme », déclare la professeure de didactique à l'UdeM Mireille Estivalèzes. Selon elle, penser implanter le nouveau programme d'ici 2022 est irréaliste. *« On est en train de favoriser des processus qui vont mener à l'échec de cette réforme-là »,* dénonce-t-elle. La professeure explique cet empressement par une volonté électorale du gouvernement.

« Nous, c'est notre future carrière qui est en jeu », déclare Myriam, qui en est à sa quatrième année au baccalauréat. Le cours devant être réformé d'ici deux ans, l'étudiante s'inquiète de la vitesse à laquelle les formations pour enseigner cette matière vont devoir s'adapter. *« On a de gros doutes quant à la qualité du matériel de formation qui pourra être produit en seulement deux ans*, affirme-t-elle. *Cela va nuire directement aux élèves. »*

L'étudiante au baccalauréat en éthique et culture religieuse à l'UQAM, Julie Bédard, tient un discours nuancé. *« Les acquis que je vais avoir ne seront pas perdus, mais ils ne seront plus aussi utiles »*, estime-t-elle. Elle se dit toutefois optimiste quant aux nouveaux thèmes mis en avant dans le sondage citoyen.

Une consultation citoyenne en ligne

Une consultation citoyenne en ligne ainsi que des forums réunissant experts et professionnels de l'éducation ont lieu jusqu'au 21 février dans le but d'établir un rapport, qui servira à l'élaboration du futur programme.

« Je trouve important de donner mon avis, en tant que personne qui a l'intention d'enseigner cette matière », ajoute Julie au sujet de cette consultation. Elle espère néanmoins que le gouvernement fera preuve de discernement quant aux résultats de ce sondage. *« Est-ce que je pense que le contenu qui va être abordé devrait être ce qui a été nommé par le plus grand nombre ? Cela reste à voir »*, déclare-t-elle.

Mme Estivalèzes s'inquiète de la forme que prend cette consultation citoyenne. Elle cite notamment le manque d'information, la formulation de questions fermées et de réponses induites ainsi que le peu d'espace dédié aux commentaires nuancés comme entraves à une prise de décision juste et éclairée.

La religion écartée

Dans son communiqué, le Cabinet du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur propose une liste de dix thèmes soumis lors de la consultation. Parmi ceux-ci des sujets comme : l'écocitoyenneté, l'éducation à la sexualité ou le développement de soi et des relations interpersonnelles sont proposés. La religion est absente de cette liste.

La porte-parole d'Avenir ECR stipule que le collectif veut participer à la consultation pour défendre les acquis du programme actuel, notamment l'inclusion de la culture religieuse. *« La plupart des grands enjeux contemporains peuvent être compris grâce à une connaissance des religions du monde »*, souligne-t-elle.

« On a l'impression que le ministère cède beaucoup à des effets de mode », avance Mme Estivalèzes. Elle pense notamment aux nouveaux thèmes proposés comme l'éducation à la sexualité et à la volonté de réduire la place de l'enseignement religieux dans la nouvelle mouture du cours.

La professeure est convaincue de la pertinence intellectuelle et humaine de l'enseignement religieux. Selon la professeure, ce cours permet l'ouverture aux autres et la réflexion sur de grandes questions existentielles. Elle annonce le dépôt prochain d'un mémoire institutionnel par l'UdeM, dans le cadre de la consultation publique.

* Cabinet du ministre de l'Éducation et de l'enseignement supérieur, 10/01/20 : Éthique et culture religieuse – Le ministre Jean-François Roberge annonce le début des consultations en vue d'une refonte du programme

〉 ET LE CONTENU DES COURS ?

Selon la doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UdeM en poste depuis 2018, Pascale Lefrançois, il est encore trop tôt pour apporter des changements au programme des futurs enseignants. *« On ne peut changer le contenu de la formation avant de connaître la nature du futur programme »,* explique-t-elle. Toutefois, elle ne met pas de côté l'idée d'effectuer des ajustements dans certains cours ou d'offrir des ateliers complémentaires une fois le nouveau contenu officialisé.

DES ÉTUDIANTS IRANIENS TÉMOIGNENT

Alors que ce début d'année voit une escalade des tensions entre l'Iran et les États-Unis, des membres de la communauté étudiante iranienne de Montréal se prononcent. Ils expriment leurs inquiétudes et livrent leur regard sur le récent écrasement d'avion qui a ôté la vie à plusieurs Canadiens ainsi que sur les manifestations anti-régime.

PAR EMMA GUERRERO DUFOUR

Photo : Édouard Ampuy

Le 19 janvier, une cérémonie commémorative s'est tenue pour rendre hommage aux victimes du vol PS752. Plusieurs associations étudiantes y ont participé.

« *Il y a de la colère, du chagrin, de la tristesse,* résume l'étudiante au doctorat en psychopédagogie à l'UdeM Sheyda*. *C'est un moment très difficile pour la communauté, et particulièrement pour nous, les étudiants »*, explique-t-elle, au sujet des récents évènements concernant l'avion qui a été abattu par l'armée iranienne.

> « *Ça fait plusieurs mois qu'on reçoit des nouvelles tristes sur l'Iran, et en tant qu'immigrant, c'est très difficile.* »
>
> Sheyda
> Étudiante au doctorat en psychopédagogie à L'UdeM

« Ça a été très dur quand on a attendu trois jours avant que le gouvernement iranien nous dise ce qu'il s'était passé avec l'avion , se remémore Sheyda. *C'était vraiment triste pour tous les Iraniens, mais surtout pour nous, les immigrants, parce que beaucoup de victimes étaient comme nous. »* L'étudiante fait partie des membres de la communauté iranienne de Montréal qui ont organisé une commémoration, le 19 janvier dernier, en l'honneur des victimes du vol PS752.

« On a vu beaucoup de vidéos et d'images controversées, souligne l'étudiante. *Maintenant, on sait que c'étaient deux missiles qui ont abattu l'avion.»* Elle déclare que pour beaucoup d'Iraniens, des questions restent encore sans réponses.

Inquiétudes et espoirs de la communauté

Depuis plusieurs mois, l'Iran est le théâtre de fortes tensions internes. L'étudiante au baccalauréat en microbiologie et immunologie Melika Fahdel, née au Québec de parents iraniens, espère que les récents mouvements de contestation feront basculer le régime. *« Je regarde les nouvelles et j'ai espoir*, confie-t-elle. *Le régime n'investit pas assez dans la population iranienne, qui vit dans la pauvreté, tandis que tout l'argent est versé à l'armée. »*

Le doctorant à l'UdeM spécialisé en économie politique du Moyen-Orient, Vahid Yücesoy, explique que les récentes manifestations anti-régime ont été fortement réprimées. *« En novembre 2019, l'Iran a coupé Internet pendant cinq jours, alors que les Gardiens de la révolution étaient en train de massacrer la population, selon Reuters »,* détaille-t-il. D'après le doctorant, il s'agissait des plus grosses manifestations anti-régime depuis quarante ans.

« Les Iraniens ont perdu patience, alors les slogans deviennent plus radicaux et les gens demandent de plus en plus un renversement de ce régime, pour qu'il soit remplacé par un État démocratique », soutient le jeune chercheur affilié au CÉRIUM.

Sheyda explique qu'elle ne veut pas de la guerre pour changer de régime, car beaucoup de membres de sa famille habitent en Iran. *« Ce qui est important, c'est la paix,* soutient-elle. *Ça fait plusieurs mois qu'on reçoit des nouvelles tristes sur l'Iran, et en tant qu'immigrant, c'est très difficile. On habite ici, au Canada, mais nos familles sont là-bas. »* L'étudiante affirme préférer le statu quo, pour éviter la violence.

Melika espère voir un changement se profiler à l'horizon, même si elle en doute. *« Parfois, on a l'impression que ça va changer, et parfois non,* explique-t-elle. *Pour mes parents, les révoltes, c'est l'espoir que ça change, qu'il se passe quelque chose, que l'état s'améliore. »* L'étudiante partage le sentiment de ses parents.

Une population polarisée, une diaspora divisée

« Les jeunes Iraniens sont ceux qui sont dans les rues et qui meurent, mais il y a encore une grosse partie de la population iranienne qui est religieuse et qui appuie le gouvernement, poursuit l'étudiante. *J'ai de la famille avec une mentalité plus conservatrice et de la famille qui veut le changement ».* Elle dévoile que sa famille est originaire de Mashaad, une de villes les plus religieuses du pays. *« C'est dur d'avoir un changement si toute la population n'est pas dedans »*, croit-elle, ajoutant qu'elle craint que le gouvernement continue de tuer des gens pour faire cesser les révoltes.

Vahid estime lui aussi que la population iranienne est divisée. *« Le contexte en Iran est tel que si tu manifestes contre le régime, il y a de fortes possibilités que tu te fasses tuer, arrêter, torturer, c'est très dangereux,* détaille le doctorant. *À la suite de la mort de Qassem Soleimani, nous avons vu des manifestations de masse prorégime, orchestrées par le régime. »* Il ajoute que des étudiants du primaire et du secondaire ainsi que des fonctionnaires ont été obligés d'assister à ces manifestations, en faisant croire au reste du monde que le régime était encore très populaire.

* Nom fictif, l'étudiant(e) préférant garder l'anonymat par peur de représailles.

〉 **CHRONOLOGIE** DES TENSIONS IRAN – ÉTATS-UNIS

- **Mai 2018** : retrait américain de l'accord sur le nucléaire, signé sous l'égide de Barack Obama, par Donald Trump.
- **Donald Trump impose des sanctions** sur l'Iran à la suite du retrait de l'accord.
- **L'Iran riposte** en augmentant ses interventions dans la région et en menaçant de fermer le détroit d'Ormuz, par lequel transite entre 25 % et 30 % du pétrole mondial.
- **Novembre 2019** : manifestations en Iran qui rassemblent entre 120 000 et 200 000 personnes contre la hausse du prix de l'essence.
- **3 janvier 2020** : Les États-Unis tuent le général Qassem Soleimani, commandant dans l'organisation des Gardiens de la révolution islamique.
- **8 janvier 2020** : L'Iran abat en plein vol un avion transportant des passagers entre Kiev et Téhéran. Une enquête est en cours.

Photo : Jacob Côté

SOCIÉTÉ | **PÉDAGOGIE**

UNE PÉDAGOGIE RENVERSANTE

Le Centre de pédagogie universitaire (CPU) de l'UdeM a proposé un atelier le vendredi 17 janvier à destination du personnel enseignant, sur la classe inversée. Cette approche, qui modifie le rôle de l'étudiant et de l'enseignant, apporte un changement de dynamique dans la classe.

PAR ARNOLD GERSTER

Le formateur lors de cet atelier, Mohamed Ali Benali, cite l'universitaire Philippe Carré pour résumer la philosophie de la classe inversée : *« On apprend toujours seul, mais jamais sans les autres. »* Selon lui, l'étudiant va créer son apprentissage et l'enseignant va lui donner les matériaux de base. *« La classe inversée est une approche pédagogique dans laquelle l'enseignement direct se déplace de la classe à l'espace individuel et privé »*, définit le formateur.

> *« L'étudiant devient acteur, et même auteur de son apprentissage. »*
>
> Mohamed Ali Benali
> Formateur au Centre de pédagogie universitaire de l'UdeM

Dans les faits, l'enseignant produit une ou plusieurs vidéos que les étudiants visionnent en amont du cours. Ils peuvent également répondre à des séries de questions pour tester leurs connaissances et compléter leur apprentissage par des lectures. Selon M. Benali, cette méthode offre l'occasion aux élèves de développer leur autonomie.

Le cours est ensuite dédié à des activités et des discussions. *« L'idée est d'avoir un atelier de création et de rétroaction »,* développe-t-il. Cette dynamique permet des échanges individuels et personnalisés avec le professeur, ce qui crée une plus grande proximité entre les différents acteurs de la classe.

Changement de décor

Cette pédagogie alternative inverse les rôles et le décor. *« Le rôle de l'enseignant change, il devient un guide, un* coach*, il va encadrer les étudiants*, souligne le formateur. *L'étudiant devient acteur, et même auteur de son apprentissage. »* Il met en avant plusieurs bénéfices. *« Les étudiants vont tester leurs compétences et vont interagir entre eux,* avance-t-il*. Avec la classe inversée, le temps est utilisé de manière plus stratégique. »*

La classe inversée à l'université

Selon M. Benali, cette approche commence à faire son chemin vers les bancs de l'université.

L'étudiant en droit à l'UdeM Nicolas Douville, qui a suivi un cours en classe inversée à la session d'hiver 2019, note la valeur ajoutée de cette méthode. *« Je trouve que la pratique est une bonne façon d'apprendre,* témoigne-t-il. *En faisant des ateliers en classe, on est amené à poser davantage de questions que lors du cours théorique. »*

Les professeurs sont libres d'adopter cette approche. L'enseignante en français langue seconde au Centre de langues de l'UdeM Chantal Giroux, qui a participé à l'atelier, souhaiterait intégrer cette méthode dans sa pratique d'enseignement. Elle désire consacrer moins de temps à la théorie lors de ses cours. *« Chacun a un niveau de connaissances différent et a besoin de plus ou moins d'explications,* constate-t-elle. *À l'avenir, j'aimerais que tout ce qui renvoie à l'aspect théorique soit le moins possible abordé en classe, je voudrais que ce soit assimilé via un support audio-vidéo. »*

Une recette à équilibrer

Comme l'indique M. Benali, il n'existe pas de recette figée. *« La classe inversée, c'est une solution, mais ce n'est pas une solution miracle »,* admet-il. Il estime que ce n'est pas un modèle unique, mais qu'il faut en suivre les grandes lignes.

« Les vidéos doivent durer entre cinq et sept minutes, car au-delà de ce temps, l'engagement de l'étudiant ne serait plus optimal », préconise le formateur. Pourtant, dans le cours en classe inversée de Nicolas, les vidéos duraient l'équivalent d'un cours traditionnel. *« Les vidéos pouvaient durer jusqu'à deux heures et demie,* mentionne-t-il. *C'est sûr que cela prend du temps, mais je trouve que c'est intéressant. »* Pour l'étudiant, la charge de travail ne change pas de celle d'un cours traditionnel. *« Si tu es assidu, elle est la même »,* affirme-t-il.

M. Benali pointe du doigt quelques limites à la pratique. *« Avec les sujets complexes, cela devient difficile,* argumente-t-il. *C'est une méthode qui a fait ses preuves, mais les résultats sont nuancés. Elle ne s'applique pas à tout. »* Selon lui, les stratégies pédagogiques ne sont pas des recettes magiques. *« Ce sont des outils que l'enseignant va devoir adapter à sa discipline »,* précise-t-il.

Le formateur met en avant une autre limite. *« La classe inversée s'applique à des groupes à effectifs limités »,* ajoute-t-il. *« Si on a 300 étudiants, on ne peut pas donner un retour comme pour un groupe de vingt personnes qui travaillent en équipe. »*

Le Centre de pédagogie universitaire proposera trois autres formations sur la pédagogie de la classe inversée, destinées au personnel enseignant de l'Université.

〉 AUTRES **AVANTAGES** DE LA CLASSE INVERSÉE

- Offrir une meilleure accessibilité aux personnes ayant une déficience auditive grâce aux sous-titres des vidéos.
- Permettre aux étudiants dont le français n'est pas la première langue de visionner le cours plusieurs fois.

UNE SYMPHONIE CONTRE LE CANCER

Le 31 janvier 2020 se déroulera le deuxième concert de l'Orchestre symphonique étudiant de l'Université de Montréal (OSÉUM). Les adeptes de musique pourront également soutenir les enfants atteints d'un cancer grâce à une collaboration avec l'association Leucan.

PAR RAPHAËL QUINTEAU

La collaboration entre l'OSÉUM et l'association Leucan résulte d'une initiative de la chargée de projets et développement philanthropique de l'association, Myriam Dandache. Elle a pris connaissance de la création de l'OSÉUM alors qu'elle était encore étudiante à l'UdeM, en octobre 2018. *« On souhaite de plus en plus que la cause touche les jeunes*, explique-t-elle. *La musique classique était un très beau lien avec les services de Leucan, qui proposent de la musique thérapeutique. Ensuite, c'était un organisme étudiant, ce que je voulais justement développer. »*

> *« Cette collaboration donne une belle visibilité pour les deux causes. »*
>
> Nazdar Roy
> Responsable des communications de l'OSÉUM

Photo : Jacob Côté

Chaque année, environ 880 enfants et adolescents de moins de 15 ans sont atteints d'un cancer au Canada. Parmi eux, 150 meurent de la maladie. Le cancer est la première cause de décès par maladie chez ces jeunes individus.

Du côté de l'OSÉUM, cette collaboration est une première. D'après la responsable des communications de l'OSÉUM, Nazdar Roy, les membres de l'orchestre ont rapidement accepté de soutenir cette cause.

Si rien ne change dans leur façon de se préparer techniquement pour le concert, les musiciens l'appréhendent différemment de celui de l'année passée. « *Il y a un certain stress au niveau de nos propres attentes et exigences pour soutenir la cause,* poursuit-elle. *En ce qui concerne la dynamique de l'orchestre, on est beaucoup plus solide que l'année passée, donc on se sent plus prêt à ce niveau-là.* »

Récolter des dons...

Mme Roy explique que les premiers 5 000 $ de fonds amassés pour cet événement seront reversés à Leucan. *« Il n'est pas possible de dévoiler dans quel projet particulier partiront les 5 000 $, mais ils iront principalement dans les activités sociorécréatives »,* détaille Mme Dandache. Selon l'association, un montant de 1 000 $ permet de financer les activités de toutes les salles de jeux en milieu hospitalier au Québec pour une journée.

Le reste de la somme ira à l'OSÉUM. *« Cet argent sert à louer des instruments pour les musiciens qui n'en ont pas, ou encore à acheter des partitions,* indique Mme Roy. *Le but est de rendre l'orchestre gratuit pour tout le monde. »*

Mme Dandache affirme que Leucan a laissé carte blanche à l'OSÉUM. « *Notre but est avant tout de sensibiliser la population étudiante et toutes les personnes présentes, et de les inciter à s'impliquer en devenant bénévoles ou en créant des activités de sociofinancement »,* dit-elle.

... grâce à la musique classique

L'orchestre s'est également fixé d'autres objectifs avec ce concert. *« Principalement, nous souhaitons que les étudiants qui ne suivent pas un programme en musicologie puissent faire de la musique,* précise Mme Roy. *Cette soirée peut donc nous permettre de recruter de nouveaux musiciens et de développer un public qui aime la musique classique. »*

La soirée débutera à 19 h 30 avec une première partie composée de petits ensembles de musique de chambre, ce qui correspond à des compositions pour un petit nombre d'instruments solistes. Suivront quatre pièces, dont l'incontournable *La Flûte enchantée* de Mozart, jouées par la totalité de l'orchestre. Mendelssohn, Ravel et Beethoven seront également de la partie. L'ensemble a été choisi par le directeur artistique et chef d'orchestre de l'OSÉUM, Émile Grou.

« Cette collaboration donne une belle visibilité pour les deux causes », se réjouit Mme Roy. L'aventure commune pourrait donc être renouvelée.

L'événement aura lieu au Centre d'essai du pavillon J.-A.-DeSève.

ENSEMBLE, MAIS SEULES

La pièce *Les sentinelles* présenté par le Théâtre Université de Montréal (TUM) les 24 et 25 janvier derniers au Centre d'essai du pavillon J.-A.-DeSève a abordé l'enjeu de la cyberintimidation. Cette dernière création originale du metteur en scène Olivier Sylvestre matérialise un espace virtuel créé par deux jeunes protagonistes pour se protéger de la société. Au fil de la pièce, elles se rendent compte que la réalité les rattrappe.

PAR LOUIS-PHILIP PONTBRIAND

Photo : Jacob Côté

Des trapèzes lumineux sont projetés sur une scène dépouillée, elle-même en forme de grand trapèze délimité par des bandes lumineuses DEL mauves. *« Les personnages sont emprisonnés à l'intérieur* et *ne peuvent en sortir*, explique M. Sylvestre. *Ça ajoute un effet d'enfermement. »* Ce sont des mots qui reviennent souvent lorsqu'il décrit la pièce, sa troisième au TUM après *L'aquarium* en 2014 et *Tu peux faire tout ce que tu veux* en 2017.

« On n'échappe jamais aux règles et aux normes de la société dans laquelle on vit, précise-t-il. *En voulant s'en extraire, on s'emprisonne soi-même et on n'est pas plus heureux. »* Le diplômé en écriture dramatique de l'École nationale de théâtre du Canada, qui détient aussi un baccalauréat en criminologie de l'UdeM, mentionne toutefois qu'il déteste l'emploi du mot « message » pour décrire les prémisses de ses créations.

Une utopie illusoire

Au départ, deux adolescentes créent un forum féministe et féminin qu'elles occupent seules. Cet espace est représenté par un petit trapèze lumineux sur lequel elles prennent pied. Leur dialogue verbal est projeté sur le mur derrière elles, à la manière d'un fil d'actualité. Dès le moment où elles se décident à admettre d'autres participants dans cet espace, les dynamiques sociales malsaines qu'elles avaient tenté de fuir infiltrent peu à peu leur utopie virtuelle.

M. Sylvestre croit que le médium du théâtre est particulièrement approprié pour traiter du sujet de la vie virtuelle. *« Après tout, on passe notre temps à se mettre en scène sur les réseaux sociaux,* observe-t-il. *On peut penser que le théâtre est un art vraiment poussiéreux et millénaire, mais j'ai fait le pari qu'on puisse encore l'utiliser pour communiquer des choses sur notre société actuelle et même sur les générations plus jeunes que nous. »*

Dans sa direction d'acteurs, le metteur en scène a imposé un interdit absolu à sa troupe. « *La seule chose qu'ils n'ont pas le droit de faire est de se toucher,* informe-t-il. *C'est pour nous rappeler que ces jeunes-là ne partagent pas vraiment un espace, mais qu'ils sont chacun chez soi devant leur ordi. On a seulement accès à des retransmissions. »* Le seul accessoire sur scène est un téléphone cellulaire, utilisé pour filmer les acteurs et projeter leur image sur le mur du fond. *« Je voulais avoir zéro truc physique sur scène,* ajoute-t-il. *C'est vraiment comme si les jeunes étaient immergés dans cette plateforme virtuelle. »*

Devant l'écran, la solitude

L'étudiante à la maîtrise en ergothérapie Camille Rioux interprète le rôle d'Eurydice, l'un des personnages clés de la pièce. *« Le thème principal de la pièce est la solitude,* affirme-t-elle. *Les personnages se sentent rejetés par le monde extérieur. Elles se retrouvent donc seules devant un écran, dans leur chambre. »* Elle ajoute que la projection murale confère une permanence aux interactions du groupe. *« Les propos tenus vont y rester et les images échangées aussi, exactement comme les réseaux sociaux, qui nous rappellent parfois des évènements qu'on a oubliés depuis longtemps »,* détaille-t-elle.

Selon le coordonnateur des arts de la scène du Service des activités culturelles (SAC), Dominic Poulin, cette proposition de M. Sylvestre a représenté, aux yeux du comité de sélection, une valeur sûre, tant pour les interprètes que pour le public étudiant. *« Puisqu'on a déjà collaboré avec lui, on sait comment il travaille et on connaît l'appréciation des étudiants qui ont déjà participé à l'une de ses pièces,* explique-t-il. *Olivier arrive avec son propre texte, donc c'est une proposition qui se démarque déjà du lot. »* Le créateur peut donc modifier son scénario en cours de route, ce qui n'est pas nécessairement le cas lorsqu'il travaille avec le texte d'autrui.

En ce début d'année, la programmation du TUM propose quatre spectacles, à raison d'un par mois. La saison se poursuit les 14 et 15 février prochains, avec *Rhinocéros* d'Eugene Ionesco, mis en scène par Laurent Trudel.

RECONNAÎTRE LES NOONS DU SÉNÉGAL

Le samedi 18 janvier à Thiès, au Sénégal, a eu lieu le lancement de l'album *Mbilim Noon : d'hier à aujourd'hui*, point culminant d'une collaboration entre le doctorant en ethnomusicologie à l'UdeM Anthony Grégoire et l'artiste mbilim Rich'Art Ndione. La parution de cet album se veut le premier jalon vers la reconnaissance de la culture noon, tant au pays qu'à l'international.

PAR ANTOINE TRUSSART

Selon les estimations des musiciens Anthony Grégoire et Rich'Art Ndione, quelques milliers de personnes se sont déplacées des villages environnants pour assister au concert de lancement du disque sur la promenade des Thiéssois, une vaste place centrale de Thiès, une ville du Sénégal de 320 000 habitants. Une première, selon M. Ndione. *« Ça ne s'était jamais vu, un artiste thiéssois qui la remplit à lui seul »*, déclare-t-il.

Une rencontre décisive

Les travaux d'Anthony portaient initialement sur l'étude de l'influence des missionnaires catholiques sur l'expression musicale des Noons. Depuis sa rencontre avec M. Ndione, il y a un peu plus d'un an, l'ethnomusicologue a recentré ses recherches sur le mbilim et offre une visibilité au combat de l'artiste pour la reconnaissance de son peuple. *« Chaque fois que je parle de mes recherches, je parle de son combat,* explique le doctorant. *Je parle de cette problématique très lourde qui est celle de l'effacement des Noons*. » Les deux hommes réalisent rapidement que leurs intérêts respectifs sont complémentaires et se lancent dans un projet de modernisation du mbilim.

Le mbilim

« Le mbilim, c'est pratiquement un mode de vie », affirme Anthony. Pour des Occidentaux, il peut être vu comme une expression musicale, mais pour les Noons, chez qui le mot « musique » n'existe pas, la réalité est toute autre.

« Le mbilim est le quotidien des Noons, c'est la communication, précise M. Ndione. *C'est la danse, les chants, le rythme. »* Il ajoute que bien qu'il soit joué souvent de manière improvisée, il peut être interprété de façon formelle avec un ensemble de cinq tambours sabars ou de façon plus informelle sans percussions, au rythme des pas.

Selon le musicien, le mbilim n'est pas assez reconnu parce qu'il n'existe pas de statut particulier pour les artistes dans sa communauté. *« Les gens se sentent tous artistes »,* explique-t-il. Il constate que les Noons, une population d'environ 10 000 personnes, sont pratiquement absents du paysage culturel de la région de Thiès. Selon Anthony et son directeur de thèse à l'UdeM, l'anthropologue Bob White, bien que les Noons soient originaires de la région, leur statut comme peuple autochtone du Sénégal n'est pas reconnu.

> *« Alors qu'on était dans une optique de patrimonialisation d'une culture qui allait disparaître, on assiste à un revivalisme et une revitalisation assez impressionnante chez les jeunes. »*
>
> Anthony Grégoire
> Doctorant en ethnomusicologie UdeM

Selon M. White, le travail de documentation qu'effectue Anthony sur les Noons montre que cette communauté existe sur le territoire depuis des siècles et qu'elle a des pratiques différentes des groupes qui l'entourent.

Un projet collaboratif international ambitieux

L'idée de produire un disque de morceaux de mbilim est devenue réalité l'été dernier lors d'une séance d'enregistrement dans l'enceinte de l'ancien fort de Thiès, devenu aujourd'hui le Musée régional de la ville. Une séance très intime, selon Anthony. M. Ndione et son groupe ont enregistré là onze mbilims allant des plus traditionnels, simplement composés de voix et de tambours sabars, aux plus modernes avec clavier, batterie et également guitare électrique, jouée par Anthony.

À la suite de l'enregistrement, les pistes sonores se sont envolées vers Montréal pour les étapes de mixage et de *mastering*. S'en est suivi un long processus d'allers-retours entre l'équipe de Montréal et les musiciens de Thiès pour décider comment adapter le mbilim afin qu'il s'écoute sous la forme de chansons. *« L'album qu'on a réussi à obtenir, c'est un album qui matérialise le mbilim d'antan à celui d'aujourd'hui, mais qui a une sonorité qui appartient à lui seul à l'international »,* développe Anthony.

L'ethnomusicologue voit sa participation active à la modernisation du son du mbilim comme un passage de la recherche appliquée à la « recherche impliquée ». Son directeur de thèse considère plutôt cette façon de faire comme une « approche collaborative », qui permet à son étudiant de combiner ses deux rôles de chercheur et de musicien activiste.

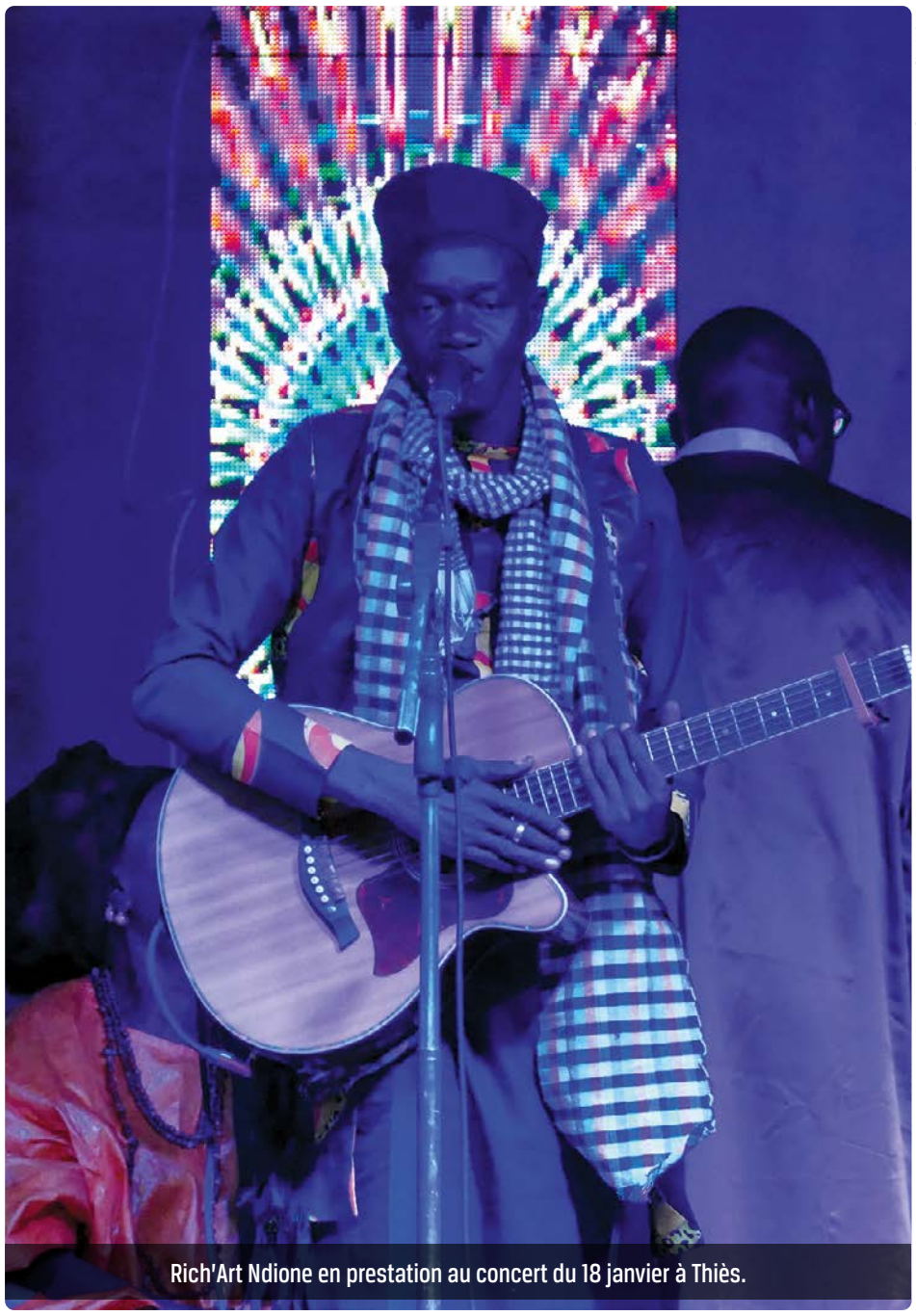

Photo : Courtoisie Clap' Africa

Rich'Art Ndione en prestation au concert du 18 janvier à Thiès.

De la sauvegarde à la revitalisation

La réaction de la communauté noon aux travaux de M. Ndione et d'Anthony a été généralement très positive, selon eux. *« Alors qu'on était dans une optique de patrimonialisation d'une culture qui allait disparaitre, on assiste à un revivalisme et une revitalisation assez impressionnante chez les jeunes »,* affirme M. Grégoire.

Reconnaissance des Noons: Selon Anthony, les Noons ne sont pas reconnus comme peuple autochtone en raison des relations historiques tendues avec les autres peuples du Sénégal, particulièrement les Wolofs. Les Noons ont résisté fortement à la colonisation de la région par les Français et ont empêché ceux-ci de commercer avec les Wolofs de la région voisine. La collaboration entre Anthony et M. Ndione sur la modernisation du mbilim vise donc à briser ce stigmate historique et faire redécouvrir leur propre culture aux Noons.

VEUX-TU ALLER À L'OPÉRA?

L'activité Opéramania offre des projections de spectacles d'opéra sur écran géant toutes les semaines à l'UdeM. Ces soirées sont animées par le musicologue Michel Veilleux, qui collabore avec l'Université pour l'occasion depuis 26 ans. Si l'événement rend l'opéra accessible, certaines idées préconçues persistent autour de cet art.

PAR LÉA SAAD

Photo : Pixabay.com

La chanteuse espagnole Maria Bayo remporte en 2009 le Prix national de musique en Espagne. Le terme soprano désigne la catégorie de voix la plus élevée chez la femme et l'enfant.

«*Ce n'est pas un art facile*, explique France Boucher qui assiste régulièrement à ces soirées. *Quand je viens ici, je réalise qu'on ne connait rien à l'opéra.* » Son compagnon Jean-Claude Dufresne admet qu'il était réticent à l'opéra avant d'assister aux soirées Opéramania. « *Ce n'est pas un art accessible facilement si on n'y a pas été introduit »,* affirme-t-il. Il ajoute avoir apprécié l'expérience offerte par Opéramania, notamment grâce à M. Veilleux. *« Je suis plutôt intellectuel qu'émotif, donc, d'avoir les clés et comprendre dans quoi ça s'inscrit, c'est important* », spécifie-t-il.

Lors de ces soirées, M. Veilleux projette différentes pièces d'opéra sur un écran géant, dans un amphithéâtre de l'UdeM. Afin d'initier le public à cet art lyrique, il explique avant sa diffusion le scénario de l'œuvre, la mise en scène, la production, les interprètes et la particularité de leur voix. Il évalue les acteurs et compare les choix de différents metteurs en scène pour une même œuvre. *« Je prends la peine, à chaque fois, de tout expliquer,* précise-t-il. *J'amène aussi quelque chose de nouveau pour que tout le monde y trouve son compte. »*

Mme Boucher souligne l'aspect formateur de ces soirées. *« C'est une façon extraordinaire d'apprendre et de s'intéresser à l'opéra avec une personne aussi passionnée et intéressante »,* affirme-t-elle.

Le musicologue souligne que les soirées d'Opéramania s'adressent à tous les publics. S'il assure que celui d'opéra est varié, il admet que peu d'étudiants sont présents aux soirées. Selon lui, leur absence vient d'un possible manque de communication. Le doctorant en piano à la Faculté de musique de l'UdeM Medhi Ghazi abonde dans le même sens. « *Je ne savais même pas qu'on y avait accès* », avoue-t-il.

L'opéra comme un art accessible...

Questionné sur l'état actuel de cet art lyrique, M. Veilleux constate un renouvellement de l'opéra en général. « *L'opéra de Montréal présente maintenant des spectacles contemporains*, dit-il. *Il semble qu'il y a beaucoup de jeunes parmi l'auditoire. Les œuvres sont plus actuelles et traitent de problématiques plus actuelles. »* Selon lui, ce sont les thèmes abordés par l'opéra qui le rendent accessible. *« On parle de grands sentiments : l'amour, la vengeance, la jalousie »,* énumère-t-il.

Il précise également que certains moyens techniques modernes tels que l'utilisation de sous-titres, qui surpasse l'obstacle de la langue, facilitent l'accès à l'opéra.

... mais pas pour tous

Pourtant, une autre habituée d'Opéramania, Louise Laurent, affirme que l'aspect financier est un obstacle pour les jeunes. « *Les lieux dans lesquels les œuvres sont jouées sont des lieux très prestigieux, qui demandent un certain coût,* déclare-t-elle. *Je trouve ça élitiste, parce que ça coute très cher. »*

Pour Medhi, l'opéra s'inscrit dans une double dimension. Selon lui, si sa représentation est parfois celle d'un art démodé et dépassé, parce qu'il est considéré comme un médium et une musique inscrits dans les attentes d'une autre époque.

Il pense qu'avec l'ère du numérique, la population n'a plus l'habitude de payer pour consommer de la musique. « *De nos jours, on a tous les médias sociaux, Spotify, YouTube, tout est presque gratuit »,* développe-t-il. D'un autre côté, il maintient qu'une des propriétés de la musique est sa dimension universelle.

LE DEVOIR DE MÉMOIRE À TRAVERS LES MOTS

La littérature peut être un vecteur efficace dans la transmission des connaissances sur les phénomènes génocidaires, selon deux expertes. La lecture d'un récit à travers le point de vue subjectif d'un personnage aide le lecteur à mieux comprendre le passé.

PAR CRISTIAN MIRONESCU

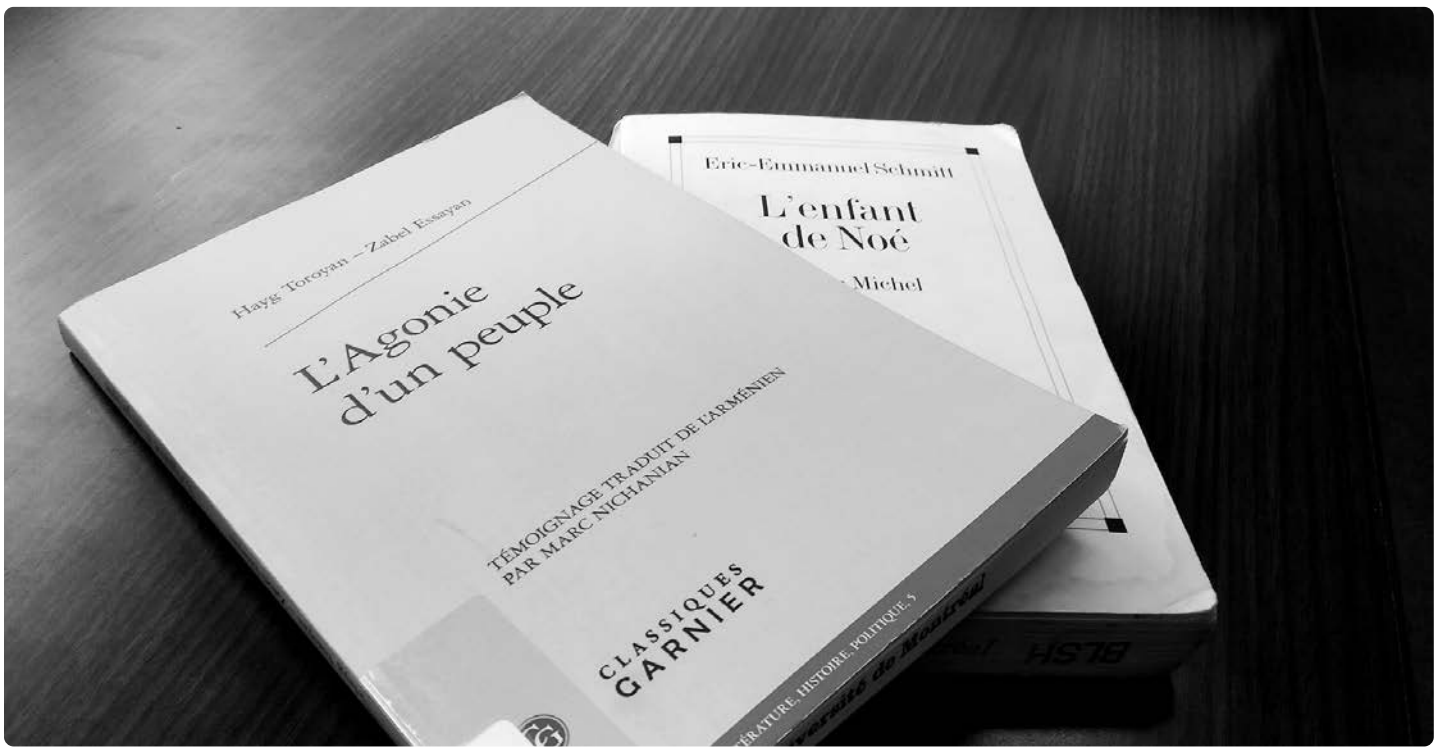

Photo : Marc Boulanger

L'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'ONU en 1948, détermine les actes suivants comme étant des actes génocidaires :

1. Le meurtre de membres d'un groupe ;
2. L'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres d'un groupe ;
3. La soumission intentionnelle d'un groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
4. Les mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe ;
5. Le transfert forcé d'enfants d'un groupe vers un autre groupe.

Ces actes doivent être perpétrés dans l'intention de détruire, en partie ou en totalité un groupe national, ethnique, racial ou religieux.

Pour la professeure d'histoire à l'Université de Moncton et spécialiste du génocide arménien, Joceline Chabot, la littérature révèle des histoires personnelles des victimes, ce qui permet de créer des liens intimes avec les lecteurs. *« Tout ce qui relève de la mémoire ou du récit de la narration apporte un élément supplémentaire sur la compréhension de ces phénomènes,* déclare-t-elle. *Je crois que l'histoire est essentielle, mais je pense qu'elle a aussi des limites. »* Elle explique que grâce à ces liens, les jeunes lecteurs sont plus réceptifs aux enjeux des phénomènes de génocide et font davantage preuve d'ouverture d'esprit pour les comprendre.

La doctorante en éducation à l'Université de Sherbrooke Audrey Bélanger soutient aussi cette idée. *« En classe d'histoire, les élèves sont invités à comprendre et à interpréter l'histoire d'une façon plus objective que subjective,* détaille-t-elle. *Le roman historique humanise l'étude de l'histoire. Il permet aux élèves de vivre, de ressentir le passé, puis de mieux le comprendre et l'interpréter. »*

> **La Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste s'est déroulée le 27 janvier. Avec un nombre de victimes estimé à environ six millions, l'Holocauste a été l'un des phénomènes génocidaires les plus marquants du siècle dernier.**

> *« Le roman historique humanise l'étude de l'histoire. Il permet aux élèves, différemment du texte didactique d'histoire, de vivre, de ressentir le passé, puis de mieux le comprendre et l'interpréter. »*
>
> Audrey Bélanger
> Doctorante en éducation à l'Université de Sherbrooke

Transmettre l'expérience vécue

Mme Chabot souligne que les témoignages des personnes qui ont vécu ces tragédies transmettent efficacement les connaissances de ces évènements. « *Pour le génocide arménien, le livre de Hayg Toroyan et Zabel Essayan* L'Agonie d'un peuple *est très révélateur,* recommande-t-elle. *Bien sûr, c'est une expérience subjective, mais personne d'autre que le protagoniste qui a vécu le système concentrationnaire ne peut nous la livrer.* »

Pour Mme Bélanger, le roman *L'enfant de Noé* d'Éric-Emmanuelle Schmitt est une œuvre efficace pour véhiculer l'importance de préserver la mémoire collective de l'Holocauste au niveau scolaire. *« Ce roman historique présente plusieurs intérêts pour développer les compétences de lecture des élèves et leur pensée historienne »,* estime-t-elle. Elle trouve ce roman avantageux en raison de son aspect court et du défi de compréhension et d'interprétation qu'il soulève pour des lecteurs adolescents. Il aborde aussi les mesures anti-juives mises en place avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale ainsi que la vie après l'Holocauste.

Comment expliquer le génocide aux jeunes ?

Le premier défi pédagogique, pour Mme Chabot, est de bien définir ce qu'on entend par génocide auprès de ses étudiants. *« On a une définition qui relève du juridique, adoptée par l'ONU en 1948* [voir encadré]*, mais elle pose certains problèmes,* développe-t-elle. *Des spécialistes ne sont pas d'accord avec cette définition du génocide. Il faut avoir une définition pertinente pour les sciences humaines et les sciences sociales.»* Selon elle, un deuxième défi est de bien contextualiser chacun des phénomènes génocidaires. *« Personnellement, je trouve que la comparaison de ces phénomènes est éclairante, elle nous permet de préciser les caractéristiques propres de chaque génocide »*, affirme-t-elle.

Mme Bélanger, qui enseigne auprès d'adolescents, estime que le manque de temps pour un enseignement adéquat, la disponibilité du matériel pédagogique, la charge émotive du sujet, l'aspect multiculturel de certaines classes et le manque d'intérêt des élèves constituent d'importants obstacles.

La littérature est alors un moyen efficace pour pallier ces difficultés. « *Cependant, même si l'émotion suscitée par la rencontre avec un personnage romanesque pourrait agir comme point de départ pour amener les élèves à adopter une perspective historique, le roman est encore peu utilisé dans les classes d'histoire »*, précise la doctorante. Selon elle, le manuel scolaire, généralement peu apprécié des élèves, est encore l'outil de prédilection des enseignants.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

COMMENT BIEN INVESTIR LES 197 M$ REÇUS DU CANADA POUR LES PRÊTS ET BOURSES D'ÉTUDES

ÉTAPE 1
INVESTIR 197 M$ POUR AMÉLIORER LE PROGRAMME DE PRÊTS ET BOURSES QUÉBÉCOIS

ÉTAPE 2
RÉPÉTER CHAQUE ANNÉE

MONSIEUR ROBERGE, OÙ EST NOTRE ARGENT?

Pour en savoir plus :
unionetudiante.ca/ouestnotreargent

Où est notre argent ?

UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

Fédération étudiante collégiale du Québec
Unis par la force d'une voix